

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

AEW PATRIMOINE SANTE

Société civile de placement immobilier à capital variable
au capital initial de 763 000 euros
Siège social : 43 avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris
908 663 412 RCS PARIS

AVIS DE CONVOCATION

Les Associés de la Société Civile de Placement Immobilier **AEW PATRIMOINE SANTE** sont convoqués en **Assemblée Générale Extraordinaire** le **28 novembre 2025 à 10 heures 00** au **siège social de la Société situé 43 avenue Pierre Mendès France 75013 Paris**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après.

ORDRE DU JOUR

1. Autorisation donnée à la Société de gestion en vue de la modification de la stratégie d'investissement telle que prévue par la note d'information.
2. Mise en conformité du dernier alinéa de l'article 2 des statuts avec l'article 10 du décret n°2025-762 du 4 août 2025.
3. Modification de l'article 23 des statuts en vue de prévoir la possibilité de tenir de manière dématérialisée les Assemblées générales ainsi que de voter par voie électronique.
4. Mise à jour corrélative de l'article 19.2 des statuts.
5. Mise en conformité de l'article 27 des statuts avec l'article 3 du décret n° 2025-673 du 18 juillet 2025.
6. Mise en conformité de l'article 21 des statuts avec l'article 11 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024.
7. Mise en conformité de l'article 21 des statuts avec l'article 12 du décret n°2025-762 du 4 août 2025.
8. Toilettage de l'article 23 des statuts.
9. Toilettage de l'article 30 des statuts.
10. Pouvoirs pour effectuer les formalités légales.

Le texte des résolutions qui seront proposées aux associés est le suivant :

Première résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et connaissance prise de la Note d'information de la SCPI, autorise la Société de gestion à modifier la stratégie d'investissement de la SCPI comme suit :

AVANT	APRES
III. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT 1. Politique d'investissement immobilier	III. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT 1. Politique d'investissement immobilier
<p>La politique d'investissement de la SCPI AEW PATRIMOINE SANTE vise à constituer un patrimoine immobilier diversifié sur des actifs en liens directs ou indirects avec le secteur de la santé (humaine ou animale) situés principalement en France et dans les principales métropoles régionales (en ce compris l'Île-de-France) et, accessoirement, situé en zone Euro.</p> <p>(...)</p>	<p>La politique d'investissement de la SCPI AEW PATRIMOINE SANTE vise à constituer un patrimoine immobilier diversifié sur des actifs en liens directs ou indirects avec le secteur de la santé (humaine ou animale) situés principalement en France et dans les principales métropoles régionales (en ce compris l'Île-de-France) et, accessoirement, situé en zone Euro.</p> <p>(...)</p>

L'Assemblée Générale décide également de conférer tous pouvoirs à la Société de gestion à l'effet de :

- effectuer les démarches auprès de l'Autorité des marchés financiers afin d'obtenir le visa sur la note d'information conformément à l'article 422-223 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers ;
- apporter en conséquence toutes modifications nécessaires à la note d'information de la SCPI.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 10 du décret n° 2025-762 du 4 août 2025 créant l'article R. 214-135-1 du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence le dernier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit :

« ARTICLE 2 – OBJET

(...)

La Société peut détenir les actifs visés au I de l'article L.214-115 du Code monétaire et financier dans les conditions prévues par la Note d'information et peut consentir sur ses actifs des garanties nécessaires à la conclusion des contrats relevant de son activité **conformément aux dispositions de l'article L.214-102, I du Code monétaire et financier** ~~(notamment ceux relatifs à la mise en place des emprunts)~~ **et accorder des sûretés sur les actifs mentionnés aux 1°, 2° et 2° bis du I de l'article L.214-115 dudit Code telles que visées par l'article R.214-135-1 du Code monétaire et financier.** »

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, décide, conformément aux dispositions des articles L.214-107-1, R. 214-143-1 et R. 214-143-2 du Code monétaire financier, de prévoir la possibilité de tenir de manière dématérialisée les assemblées générales de la SCPI ainsi que de voter par voie électronique.

En conséquence, il est ajouté à l'article 23 des statuts les paragraphes suivants :

« ARTICLE 23 – ASSEMBLEE GENERALE

(...)

Conformément à l'article L 214-107-1 du Code monétaire et financier, les associés peuvent participer et voter aux assemblées générales par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Les associés peuvent participer aux assemblées par des moyens de télécommunication dans les conditions prévues à l'article R214-143-1, al 3 du Code monétaire et financier.

Les associés peuvent également voter par voie électronique avant et/ou pendant la tenue des assemblées générales dans les conditions fixées par l'article R214-143-2 du Code monétaire et financier.

Les associés participant et/ou votant par voie électronique dans les conditions fixées par les textes susvisés sont réputés présents pour le calcul de la majorité. »

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

Quatrième résolution

En conséquence de l'adoption de la précédente résolution, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, décide de mettre à jour l'article 19.2 des statuts s'agissant du vote relatif à la nomination des membres du conseil de surveillance comme suit :

« ARTICLE 19 – CONSEIL DE SURVEILLANCE

(...)

19.2 Nomination

(...)

Lors du vote relatif à la nomination des membres du conseil, seuls sont pris en compte les suffrages exprimés par les associés présents **(y compris dans l'hypothèse d'un vote électronique en assemblée générale)** et les votes par correspondance **(y compris les votes électroniques avant l'assemblée générale)**.

(...). »

Les autres dispositions de l'article 19.2 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 3 du décret n° 2025-673 du 18 juillet 2025 modifiant notamment les articles R.214-138, I et R.214-144, I du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence l'article 27 des statuts relatif à la communication de documents comme suit :

« ARTICLE 27 – COMMUNICATION DE DOCUMENTS

(...)

La Société de gestion établit chaque année un rapport sur l'activité de la société, qui est soumis à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

L'avis et la lettre de convocation aux assemblées générales indiquent notamment l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions.

~~La lettre de convocation est, en outre, accompagnée des documents prévus par la loi, dont, notamment, les rapports de la Société de gestion, du conseil de surveillance, du ou des commissaires aux comptes, ainsi que, s'il s'agit de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, des comptes.~~

~~A compter de la convocation de l'assemblée, les mêmes documents sont tenus à la disposition des associés, au siège social.~~

~~Tout associé reçoit, avec la lettre de convocation à l'assemblée générale, par voie postale ou par voie électronique la brochure contenant l'ensemble des documents légaux d'information.~~

Les associés qui entendent recourir à la télécommunication électronique en lieu et place d'un envoi postal pour satisfaire aux formalités d'envoi des documents afférents aux assemblées générales, adressent au préalable leur accord écrit en ce sens, à la Société de gestion.

Les associés ayant accepté le recours à la voie électronique transmettent à la Société leur adresse électronique, mise à jour le cas échéant. Ils peuvent à tout moment demander à la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le recours, à l'avenir, à la voie postale, sous réserve du respect d'un délai de 45 jours avant l'assemblée générale.

A compter de la convocation de l'assemblée générale et au moins pendant le délai de quinze jours qui précède la date de la réunion, les documents visés par l'article R.214-144, I du Code monétaire et financier (tels que, les rapports de la Société de gestion, du Conseil de surveillance et du Commissaire aux comptes ; les comptes et annexes de l'exercice) sont mis à disposition de tout associé, afin qu'il puisse en prendre connaissance, au siège social de la société et sur le site internet de la Société de gestion.

A compter de la convocation de l'assemblée générale et jusqu'au cinquième jour inclus avant la réunion, tout associé peut demander à la Société de gestion de lui envoyer, à l'adresse indiquée, les documents précités dans les conditions visées par l'article R.214-144, I, dernier alinéa du Code monétaire et financier.

(...). »

Les autres dispositions de l'article 27 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 11 de l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 modifiant l'article L214-109 du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence l'article 21 des statuts relatif à l'expert externe en évaluation comme suit :

« ARTICLE 21 – EXPERT EXTERNE EN EVALUATION

La valeur de réalisation ainsi que la valeur de reconstitution de la société sont arrêtées par la Société de gestion à la clôture de chaque exercice ainsi qu'à la situation comptable intermédiaire à chaque premier semestre de l'exercice sur la base de l'évaluation en valeur vénale des immeubles réalisée par un expert externe en évaluation.

(...). »

Les autres dispositions de l'article 21 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

Septième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance et afin de se mettre en conformité avec l'article 12 du décret n°2025-762 du 4 août 2025 modifiant l'article R. 214-157-1 du Code monétaire et financier, décide de modifier en conséquence l'article 21 des statuts relatif à l'expert externe en évaluation à compter du 1er janvier 2026 comme suit :

« ARTICLE 21 – EXPERT EXTERNE EN EVALUATION

(...)

Chaque immeuble fait l'objet d'une expertise tous les ~~cinq~~ trois ans.

Un expert externe en évaluation est nommé ~~sur proposition de~~ par la Société de gestion ~~par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés~~ pour ~~cinq~~ six ans dans les conditions prévues à l'article L. 214-24-16 du Code monétaire et financier après acceptation par l'Autorité des marchés financiers de sa candidature.

(...). »

Les autres dispositions de l'article 21 des statuts demeurent inchangées.

L'Assemblée générale autorise la Société de gestion à modifier en conséquence la Note d'information de la SCPI.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, et après avoir rappelé que lors de l'Assemblée Générale du 24 juin 2025, les associés ont décidé de supprimer les quorums pour les assemblées générales conformément à l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025, décide de toiletter en conséquence l'article 23 des statuts comme suit :

« ARTICLE 23 – ASSEMBLEE GENERALE

(...)

~~Pour être pris en compte dans le calcul du quorum,~~ les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la société au plus tard le dernier jour ouvré précédant la date de réunion de l'assemblée.
(...). »

Les autres dispositions de l'article 23 des statuts demeurent inchangées.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de gestion et du Conseil de surveillance, et après avoir rappelé que la distribution aux associés s'effectue en tenant compte de leurs dates d'entrée en jouissance, décide de toiletter l'article 30 des statuts comme suit :

« ARTICLE 30 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

(...)

La Société de gestion a qualité pour décider dans les conditions prévues par la loi, de répartir des acomptes à valoir sur le dividende et pour fixer le montant et la date de la répartition. **~~Le dividende et éventuellement les acomptes sur dividende sont acquis au titulaire de la part inscrit sur les registres de la société au dernier jour du trimestre civil précédant la distribution.~~**
(...). »

Les autres dispositions de l'article 30 des statuts demeurent inchangées.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes afin d'effectuer toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

Pour avis,
La société de gestion,
AEW